

TEBBOUNE MENACE :

«Des promoteurs hors la loi seront poursuivis en justice»

Une liste noire de promoteurs qualifiés de «ripoux», dont le nombre avoisine les 250 a été établie par le ministère de l'Habitat, a-t-on appris hier en marge de l'assemblée générale du Fonds de garantie et de caution mutuelle de la promotion immobilière (FGCMPI), qui s'est tenue à l'hôtel Aurassi.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - En effet, selon un représentant du ministère de l'Habitat, une liste noire d'entrepreneurs et promoteurs qualifiés également de «hors la loi a été établie». Au total, ils sont près de 250 promoteurs recensés jusqu'à présent, dont certains «activent dans la capitale au vu et au su de tout le monde». Ces derniers, ajoute notre source, «ont lancé des promotions immobilières dans le Grand-Alger et dans sa périphérie ouest sans pour autant respecter le cahier des charges causant, ainsi, des situations d'arnaques généralisées».

Face à cette situation, le ministère de l'Habitat compte prendre des mesures «draconiennes» pour «éradiquer voire éliminer de la carte immobilière ces parasites du secteur de l'habitat». Hier, lors de cette même rencontre, certains souscripteurs arnaqués ont saisi cette opportunité pour informer des journalistes

sur «cette situation qualifiée de très grave».

Les souscripteurs arnaqués, dont certains résident à Alger nous ont remis des documents faisant état d'une «grande arnaque dont ils étaient victimes de la part d'un promoteur connu sur la place d'Alger et qui semble jouir d'une impunité totale». Ce dernier ciblé par une enquête des services de sécurité a accéléré depuis quelque temps sa reconversion vers «d'autres activités économiques».

Nous reviendrons plus en détail sur cette affaire dans nos prochaines éditions. Cela dit, lors de cette rencontre, il a été indiqué que 400 promoteurs agréés seulement sont inscrits au Fonds de garantie et de caution mutuelle de la promotion immobilière (FGCMPI) sur un total de 5330 agréments délivrés par le ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville inscrits. D'après Nacer Eddine Azem, secré-

taire général et représentant du ministre de cette même institution, «60% des promoteurs ne sont pas adhérents au FGCMPI».

M. Azem a précisé dans le même contexte qu'environ 520 cas ont été identifiés comme exerçant l'activité de la promotion immobilière sans agrément. «Nous avons donné des instructions fermes pour que toutes les personnes impliquées dans ce genre d'infraction soient sanctionnées. Des mesures ont été prises pour retirer les agréments attribués à ceux qui n'adhèrent pas au FGCMPI dans les délais fixés par la réglementation. D'autres mesures pénales seront également prises vis-à-vis d'autres infractions», a-t-il indiqué.

Pour rappel, le Conseil des ministres avait approuvé, mardi 28 septembre dernier, le projet de loi régissant l'activité de promotion immobilière. Le texte prévoit «un encadrement plus précis de l'activité de promotion immobilière y compris en introduisant et en codifiant le système universel de vente sur plan». Il introduit une régulation «plus claire de la profession de promoteur immobilier, y compris des conditions requises pour l'exercer, ainsi que de son organisation au sein d'un



Abdelmadjid Tebboune, ministre de l'Habitat.

Conseil supérieur chargé de concourir au respect du professionnalisme et de l'éthique attendus de ses membres».

Le projet de loi vise aussi à renforcer et à protéger les clients des promoteurs immobiliers, notamment en précisant davantage le statut et la

vocation du Fonds de garantie de la promotion immobilière pour l'achèvement des projets en souffrance. Il prévoit également des sanctions contre les promoteurs immobiliers qui se seraient rendus coupables de déviations, abus ou fraude.

A. B.

PROMOTION DES TPE ET PME

Comment les banques esquivent leurs responsabilités économiques

Près de 10 ans après l'objectif de création de 2 millions de petites et moyennes entreprises, le résultat, à ce jour, ne dépasse pas les 800 000 unités. Si les autorités concernées sont souvent interpellées pour ne pas assumer leurs responsabilités, les banques ont aussi leur part de tort.

Naouel Boukir - Alger (Le Soir) - C'est à peine si 40% de cet objectif fixé en 2007 sont atteints. Vraisemblablement, «on est encore très loin», a déclaré hier à la radio le président du Conseil national consultatif de la création des PME, Zaim Bensaci.

Effectivement, ce n'est pas «par un simple décret» qu'on booste la création de TPE et PME ou qu'on met fin au chômage.

Toutefois, les banques, dans leur rôle d'investisseurs dans une économie, ont «normalement» l'obligation de s'investir et d'investir dans celle-ci. Ce n'est justement pas le cas en Algérie où «un accompagnement et un soutien effectif» des projets d'investissement n'est définitivement pas une réalité, a ajouté le conférencier. Déjà que l'obtention d'un simple prêt auprès d'elles est soumis à une panoplie de conditions.

En effet, toute la problématique réside dans le fait que les banques «refusent de partager le risque avec l'investisseur» en finançant sa TPE, sa PME ou même son projet. Or, c'est justement leur rôle par définition, d'être «associées», que ce soit en risques ou en bénéfices.

Pourquoi cette omission d'une

responsabilité fondamentale? Il est vrai qu'il y a une part d'instabilité juridique, mais aussi celle liée à la monnaie et à la finance de manière plus globale. Cela dit, le président du Conseil consultatif de la création des PME, admet «qu'il est temps que la Banque d'Algérie réagisse en prévoyant des règles adaptées» à la relance de l'économie en commençant par la rénovation de la sphère financière. Ce sont «des décisions politiques importantes et nouvelles»

qu'il y a lieu d'entreprendre, a-t-il ajouté. En l'occurrence, il blâme l'intéressement différé du gouvernement vis-à-vis du développement du tissu productif lié à celui de la PME. «Le jour où on avait beaucoup d'argent, on ne s'est pas tellement préoccupé de la place ou de la promotion de la PME ; pourtant c'était à ce moment là qu'il fallait s'y investir», a-t-il rappelé, la leçon habituelle.

Aujourd'hui cet investissement est devenu «une nécessité», voire

même une urgence puisque «le temps joue contre nous». Et ce n'est évidemment pas «du jour au lendemain» qu'on décide d'implanter quelque 2 millions de PME.

Effectivement, c'est une réelle stratégie d'investissement pour donner plus de visibilité aux investisseurs et ce qui «doit être» une priorité aujourd'hui. Car le développement de la PME est, selon Z. Bensaci, «un projet de société».

L'élaboration «d'une cartogra-

phie de la PME» est à quoi «s'est engagé» le Conseil consultatif de la création des PME, depuis quelques années déjà. Ceci, afin de déterminer les zones potentielles pour le développement de filières adaptées aux ressources et spécificités matérielles et immatérielles des régions sélectionnées.

Pourtant, des résultats concrets, il n'y en a toujours pas encore de ce côté, entre autres.

N. B.

GRÈVE DU CLA ET DU CNAPEST

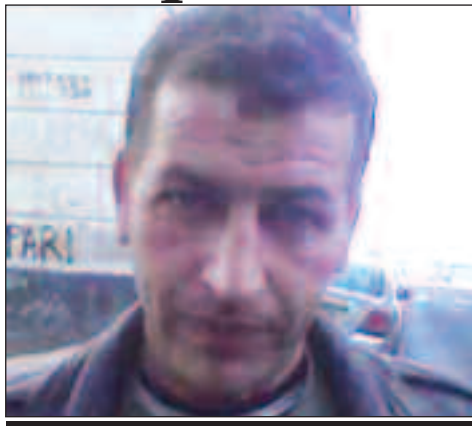
Le mouvement partiellement suivi

Pour soutenir les enseignants contractuels, le CLA (Conseil des lycées d'Algérie) et le Cnapest (Conseil national autonome des professeurs de l'enseignement secondaire et technique) ont appelé hier à une journée de grève. Les deux syndicats qui ont refusé de signer la charte de la stabilité du secteur de l'éducation menacent de durcir leur mouvement en l'absence de la satisfaction de la revendication des contractuels.

Salima Akkouché - Alger (Le Soir) - L'appel à la sagesse de la ministre de l'Education nationale est visiblement tombé dans l'oreille d'un sourd.

Lundi, Nouria Benghebrat a même supplié les syndicats du secteur de ne pas perturber le troisième trimestre et permettre aux deux millions d'élèves en classes d'examen de passer leurs épreuves dans de bonnes conditions.

Huit syndicats sur dix, ayant signé la charte de l'éthique et de la stabilité du secteur, soutiennent la ministre dans sa démarche. Cependant, le CLA et le Cnapest qui ont encadré le mouvement de protestation des enseignants contractuels depuis son début ont appelé à une journée de protestation pour hier mercredi accompagnée de rassemble-



Idir Achour, porte-parole du CLA.

ments au niveau des Directions de l'éducation, pour soutenir la cause des contractuels. «Une intégration sans condition» que la Fonction publique refuse.

Le coordonnateur du bureau d'Alger du Cnapest a indiqué que le secteur compte près de 42 000 postes vacants. «Pourquoi le ministère de l'Education ne veut pas ouvrir tous ces postes alors que la Fonction publique a dégagé le budget nécessaire», s'interroge-t-il ?

Selon Idir Achour, porte-parole du CLA, le mouvement a été massivement suivi. Le taux de suivi

ne peut être communiqué qu'aujourd'hui, dit-il. Le syndicaliste appelle le Premier ministre et le président de la République à prendre la décision d'intégration des enseignants contractuels. Sans quoi, menace-t-il, le troisième trimestre est «sérieusement» compromis.

Le syndicat a indiqué que des conseils de wilaya vont être tenus à partir de la semaine prochaine pour décider de nouvelles actions de solidarité avec les enseignants contractuels. Le mouvement de protestation a été partiellement suivi, avons-nous constaté lors d'une tournée dans quelques établissements de la capitale.

Les établissements du secondaire sont plus touchés par la grève, où les syndicats sont structurés, que les établissements primaires et le moyen, où les cours se sont déroulés normalement dans la plupart des écoles.

Les inscriptions pour le concours de recrutement de 28 000 enseignants vont être clôturées aujourd'hui.

Selon Idir Achour, les contractuels vont boycotter le concours. Pourtant, selon le ministère de l'Education, 80% des contractuels se sont déjà inscrits. Plus de 1,5 million de candidats sont attendus à ce concours qui se déroulera le 30 avril prochain.

Dans un souci de transparence, le département de Nouria Benghebrat a associé les syndicats dans le déroulement des corrections.

S. A.